**Rapport de la consultation des agents du SPW dans le cadre de la révision du PACE 2030**

1. **Rappel du contexte de la démarche**

Afin de s’adapter aux objectifs fixés dans la Déclaration de Politique Régionale 2019-2024, le Plan Air Climat Energie (PACE) est actuellement en pleine révision. En plus des démarches déjà en cours, il semblait important de laisser la parole aux agents du SPW quant à la façon dont ils perçoivent leurs rôles et missions dans la Wallonie de demain.

1. **La sélection**

Après l’approbation de la démarche par le COSTRA, les services du SG ont remis à l’AWAC une liste de 300 agents issus des différentes entités du SPW. Cette liste a été réalisée selon les différents critères qui avaient été évoqués lors de la présentation du projet.

Pour rappel, les critères étaient les suivants : que chaque SPW soit représenté à hauteur de sa représentativité au sein du SPW, qu’il y ait une parité de genre, que du personnel en situation de handicap soit représenté, qu’une diversité de Départements/Directions soit représentée, qu’il y ait une répartition égale entre les différents niveaux des agents, que le grade maximum soit celui de Directeur.

La volonté était que 100 agents de cette liste de 300 participent aux ateliers. Cependant, plusieurs facteurs se sont combinés et nous n’avons pas pu atteindre ce volume d’agent. En effet, certains services ne pouvaient pas se permettre que leurs agents s’absentent (67 agents ont été écartés lors de la soumission de la liste à leur hiérarchie), 12 agents présents dans la liste n’étaient pas dans la possibilité de se présenter pour cause d’absence (maladie longue durée, changement de service, départ du SPW). Il y a également la situation sanitaire qui a commencé à se dégrader ce qui a eu un effet sur la participation des agents sélectionnés (nous avons constaté une diminution importante des participations entre les deux journées).

Malgré que la présélection intégrait 9 agents avec une situation de handicap, aucun n’a pu se rendre disponible pour assister aux ateliers.

Tableau de données concernant la sélection et la représentation par entité :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Entité | Sur 300 | A sélectionner | Suppléants | Présents le 9/11 | Présents le 30/11 |
| **SPW SG** | 39 | 13 | 4 | 5 | 1 |
| **SPW MI** | 114 | 38 | 11 | 19 | 9 |
| **SPW ARNE** | 66 | 22 | 7 | 10 | 8 |
| **SPW TLPE** | 19 | 6 | 2 | 6 | 3 |
| **SPW IAS** | 10 | 3 | 1 | 2 | 1 |
| **SPW EER** | 17 | 6 | 2 | 4 | 1 |
| **SPW F** | 24 | 8 | 2 | 4 | 2 |
| **AWAC** | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **AWAP** | 10 | 3 | 1 | 0 | 0 |
| Total | 300,00 | 100,00 | 30,00 | 50,00 | 25,00 |

|  |  |
| --- | --- |
| **Répartition 9/11** | **Répartition 30/11** |
| Niveau A=15 | Niveau A=8 |
| Niveau B=18 | Niveau B=9 |
| Niveau C=12 | Niveau C=6 |
| Niveau D=5 | Niveau D=2 |
|  |  |
| Femmes : 27 | Femmes : 15 |
| Hommes : 23 | Hommes : 10 |

Résidences administratives représentées (lors de la première journée) :

|  |
| --- |
| Bruxelles-Capitale |
| Nivelles |
| Ath |
| Charleroi |
| Mons |
| Soignies |
| Thuin |
| Tournai |
| Huy |
| Liège |
| Verviers |
| Waremme |
| Arlon |
| Marche-en-Famenne |
| Neufchâteau |
| Virton |
| Dinant |
| Namur |
| Philippeville |
| Arlon / 92 Namur |
| Namur |

Si les désistements pour la seconde journée étaient presque exclusivement liés à une raison de service ou une quarantaine/crainte par rapport à la situation sanitaire, d’autres raisons ont été évoquées pour les désistements de la journée du 09 novembre et méritent d’être citées car elles peuvent aussi donner des informations.

Les raisons évoquées ont été les suivantes :

* Pas d’intérêt par rapport à la matière
* Perçu comme une démarche qui ne débouchera sur rien
* Préférence pour des actions concrète plutôt que discuter d’un énième plan
* Surcharge de travail / pas de doublure
* Trajet excessif (concerne principalement les transports en commun mais également des déplacements en voiture)
* Impossibilité de venir car difficultés de déplacement (pas de covoiturage disponible/connu)
1. **Compte-rendu des échanges du 9 et 30 novembre 2021**

*Les 9 et 30 novembre des agents du SPW venant de toutes les provinces de Wallonie, représentant 7 entités différentes du SPW se sont réunis pour faire connaissance et partager leurs perceptions au sujet des enjeux climatiques (enjeu de la première journée) ainsi que pour délivrer leurs messages aux auteurs du Plan Air Climat énergie et au panel citoyen qui se déroulait d’avril à décembre 2021 en Wallonie.*

# Le 9 novembre 2021

Dans un premier temps lors de la rencontre du 9 novembre, les participants ont été invités à réfléchir en sous-groupes à la manière dont ils se sentaient concernés **dans leur activité et leurs missions par les questions de l’adaptation aux changements climatiques** et à la lutte contre ceux-ci.

## **Diagnostic et constats sur l’intégration des enjeux climatiques dans les missions des agents**

La moitié des agents présents se sentait peu concernée dans leurs missions par les questions d’adaptation aux enjeux climatiques.

D’un point de vue général, les participants se sentent concernés en tant que citoyens, ils disent agir au quotidien pour lutter contre les changements climatiques dans leurs actions individuelles mais dans leurs missions au sein du SPW il semble que ce soit moins le cas. Certains agents ont partagé avoir essayé de mettre en œuvre des actions qui ont ensuite été contestées par leur direction « *par manque de moyens ou de volonté* ».

La majorité des participants a d’ailleurs mis en avant bon nombre d’actions mises en place du point de vue individuel : privilégier les mails aux envois papier, faire du covoiturage pour aller au travail, utiliser des bouteilles en verre plutôt qu’en plastique, instaurer le tri sélectif dans les services, … Ceci va d’ailleurs dans le sens des initiatives lancées par la Direction du Développement Durable qui semble avoir eu un impact positif sur les comportements individuels des agents.

Les conséquences des changements climatiques (les inondations de l’été 2021 qui ont notamment beaucoup été citées) semblent être réellement au cœur des préoccupations des agents, en tant que citoyens wallons. Plusieurs groupes se sont également questionnés sur la dématérialisation et son coût énergétique : est-elle bénéfique pour le climat ?

Certaines directions intègrent de fait l’adaptation aux changements climatiques (par exemple la direction de l’Energie ou des Transports) mais pour d’autres directions plus éloignées, il est beaucoup plus difficile de réfléchir à cette intégration. Plusieurs directions ont également mis en place des politiques d’économie d’énergie suite à la crise sanitaire.

Plusieurs groupes ont mis en avant le sentiment que **le SPW devrait être exemplaire** mais que dans les faits un certain malaise se fait sentir par rapport à leurs missions et leur empreinte carbone. Plusieurs personnes disent être parfois dans une position de culpabilité de n’avoir rien fait pendant des années pour participer à la lutte contre les changements climatiques. *« Nous nous rendons compte de l’urgence et de l’ampleur de la situation et nous aspirons individuellement à être sur la bonne trajectoire mais ce n’est pas du tout intégré au niveau des services »*

**Qu’est-ce qui bloque pour mieux prendre en compte ces enjeux ?**

Pour la majorité des participants, les mesures sont souvent limitées et encadrées par les ressources et le financement qui y sont dédiés. Les enjeux climats passent souvent après d’autres priorités, ce qui envoie un signal peu clair dans l’ambition de répondre à la hauteur des enjeux.

Pour trois groupes, un point de blocage important est le **manque de vision globale et transversale de la manière dont il faut intégrer ces enjeux au sein du service public**.

Le besoin de transversalité au sein des services pour avancer ensemble vers un objectif commun est également revenu de manière récurrente : *« nous constatons une* ***absence totale de dialogue entre directions****. Il y a un antagonisme, les actions des uns bloquent les actions des autres ce qui créée une stagnation »*

La majorité des participants a également souligné **l’importance de la volonté politique** pour lutter contre les changements climatiques. Le service public exécute et traduit ces choix politiques en actions de terrain, il faut donc que ces décisions politiques soient ambitieuses pour permettre de répondre à l’ampleur de la situation. Plusieurs participants ont mis en avant le fait que les choix politiques sont au contraire guidés par la volonté de se faire réélire et sont donc des décisions de court terme pour que les électeurs puissent voir des résultats rapidement alors que lutter contre les changements climatiques nécessite le courage politique de prendre des choix de long terme. Deux agents sont par ailleurs échevins et ont également pu partager les obstacles qu’ils rencontraient au quotidien, notamment sur le besoin de remettre de la cohérence entre les objectifs des différents échelons de pouvoir (local, fédéral, européen), qu’il était parfois difficile de prendre des décisions fortes au niveau local, mais également de la cohérence entre le discours tenu par les élus et les actions mises en place sur le terrain.

*« Cela fera bientôt 2 ans que nous vivons une période difficile avec le COVID-19. Nous trouvons la situation difficile aujourd’hui mais nous ne nous rendons pas compte de ce qui nous attend si nous ne faisons rien pour lutter contre les changements climatiques. Le COVID ce n’est rien par rapport à ce qui nous attend. C’est effarant la perte de biodiversité, le dépérissement des forêts, la dégradation des sols que nous pouvons déjà constater aujourd’hui. Pour moi c’est un manque de volonté politique, des directions, de la hiérarchie pour agir. »*

Mais les participants constatent également un manque de volonté de la part de la population à vouloir **remettre en question un mode de vie qui est actuellement confortable**. Faire changer les comportements semble parfois très difficile. *« On fait croire à la population qu’on va pouvoir être à la hauteur des changements requis en continuant à consommer toujours autant »*

Deux groupes ont mis en avant le fait que les enjeux climat sont mentionnés dans des projets, des marchés publics qu’ils semblent parfois être intégrés pour « se donner bonne conscience », « cocher une case » mais que cela ne peut pas produire d’impact structurel dans les faits. **Les agents souhaiteraient moderniser leurs missions mais les marchés publics font souvent blocage**. La complexité de l’administration, les lourdeurs administratives, les délais importants et procédures lourdes ne facilitent pas le changement.

Il n’y a pas d’appui ni de directive de la hiérarchie pour penser dans ce sens. Il n’y a pas non plus d’indicateur pour mesurer les impacts des mesures prises.

Pour deux groupes, il y a un **manque de moyens humains pour réfléchir à la mise en place de mesures contraignantes et de suivi ainsi qu’un manque d’information sur les enjeux climatiques au niveau du SPW**.

Enfin, deux groupes ont souligné la différence de mentalités entre les plus anciens et les plus jeunes : les plus anciens ont tendance à se conforter dans leurs habitudes et freinent le changement.

## **Projection vers une meilleure prise en compte de ces enjeux climatiques**

Dans un second temps, les agents ont été invités à réfléchir en sous-groupes **à la manière dont leur activité serait transformée demain si elle intégrait mieux les enjeux environnementaux. Qu’est-ce que cela pourrait changer ?**

Pour la plupart des agents, il serait important de **mieux communiquer et de mutualiser les compétences inter directions et travailler en commun**. Agir en commun dans un même objectif donnerait du sens à notre action. « *On se sentirait utiles*, *plus motivés, plus légitimes, on serait plus cohérents vis-à-vis des citoyens et le SPW aurait une meilleure image. Nous avons besoin de nous sentir épaulés pour être épanouis et efficaces dans notre fonction.* »

Les participants disent qu’ils ont constaté que les décisions étaient plus pertinentes et les progrès plus rapides quand les équipes échangent entre elles sur des projets, en **échangeant des expertises techniques qui renforcent la qualité des décisions et rassurent les agents**. Cette multiplicité d’interactions fait que les agents se sentent ambassadeurs des actions du SPW, ce qui permet de porter l’argumentation des décisions sur le terrain. Cela va également dans le sens de **développer des pratiques managériales dans le sens de l’animation et de la co-construction**.

Bon nombre de participants ont mis en avant le besoin de **mettre plus de moyens humains** pour réfléchir à la manière de **mieux intégrer les enjeux climatiques** : cela nécessite un investissement important de la part des agents et avoir **des personnes dédiées à ces fonctions** pour chaque service permettrait de garantir l’exemplarité du SPW.

Les participants pensent également important de **partager les bonnes pratiques dans la gestion des services** (isolation, chauffage des locaux, lumière, tri des déchets, …) pour pouvoir les généraliser et fonctionner partout de la même manière. Être en accord avec les enjeux climatiques au quotidien est également un pas vers plus d’exemplarité, par exemple se déplacer en véhicule électrique du SPW ou favoriser le covoiturage entre collègues. La crise sanitaire a permis de mettre en place des bonnes pratiques au niveau de l’environnement (par exemple le télétravail), certains services les ont adoptées et généralisées et d’autres les ont totalement abandonnées, il faudrait une uniformisation à ce niveau.

Trois groupes ont également souligné l’importance pour eux de mettre en place des actions qui intègrent mieux la préservation de la biodiversité, **mener des actions qui permettent à la faune et la flore de continuer à se développer, de protéger les zones vertes**.

Pour une table, il serait important **d’amorcer une réflexion globale sur les enjeux environnementaux de chaque service** car s’ils semblent clairs pour certaines directions, ils le sont beaucoup moins pour d’autres. *« Je n’ai aucune idée des enjeux environnementaux de ma fonction »*

Pour une table, l’activité pourrait être transformée en mettant en place des **marchés publics à enjeux environnementaux** avec des moyens financiers suffisants et à la hauteur de ces enjeux. Il faudrait également développer une meilleure **politique d’optimisation des moyens afin de ne pas systématiquement épuiser le budget de l’année**.

Pour un groupe, cette transformation passerait **par l’adaptation du travail pour permettre une synergie avec la famille** : avoir des horaires adaptés pour être proche de ses enfants le matin, s’organiser différemment, mutualiser le matériel, …

Pour un groupe, dans un monde idéal, il y aurait **plus d’actions de prévention et moins d’actions de remédiations au sein de la fonction publique**. Les actions ne viseraient pas seulement la résolution de problèmes dans le très court terme car les problèmes seraient traités à la racine, pris en compte dans les orientations politiques. Diminuer les actions réparatrices épuisantes et décourageantes pourrait ramener l’enthousiasme au sein du personnel et un meilleur bien être dans la fonction.

* **En bref, pour se sentir soutenus et plus engagés dans la lutte contre les changements climatiques, les agents auraient besoin de plus de :**
* Soutien et écoute de la hiérarchie
* Objectifs clairs et ambitieux environnementalement dans leurs missions (avec un plan clair décliné et adapté dans chaque service)
* Moyens financiers mieux répartis
* Communication, cohérence et partage entre les directions
* Formation aux enjeux environnementaux
* Proximité : des services décentralisés pour être plus efficace et diminuer les coûts
* Dématérialisation et digitalisation mesurée

# Le 30 novembre 2021

L’après-midi du 30 novembre a été introduite par Monsieur Philippe Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie, des Infrastructures et de la Mobilité. Cette intervention a permis de revenir sur la nécessité d’impliquer les agents du service public, fort levier de la transition collective à mettre en place en Wallonie.

Un temps de questions/réponses a ensuite eu lieu entre le Ministre et les fonctionnaires (voir annexe 1).

## **Messages des agents au panel citoyen**

Un panel citoyen composé de 50 citoyens représentant une diversité de la population wallonne a travaillé depuis le mois d’avril sur des mesures à mettre en place pour diminuer de 55% les émissions de gaz à effet de serre d’ici 2030. 6 ambassadeurs du panel citoyen sont venus échanger avec les agents lors d’un temps dédié afin de présenter l’état de leur travail et avoir la vision du panel d’agents sur les leviers de transition à mettre en place.

Quelques verbatims de citoyens vers les agents :

* *« Ce panel citoyen nous responsabilise, lance vers d’autres pistes, on a besoin d’aller chercher des expertises, d’entendre des personnes qui ont besoin de nous bousculer. Par exemple Rob Hopkins est passionnant, il dit qu’un de nos problèmes d’aujourd’hui est que nous manquons d’imagination, il faut la remuscler car la perspective de l’imagination permet de mettre en place des choses qui dépassent les limites que l’on se fixe au quotidien ! »*
* *« C’était intéressant car c’est la première fois qu’on est confrontés à un regard extérieur, on est en vase clos et sortir de ce vase clos c’est pas mal »*
* *« Je voulais vous féliciter, vous nous apportez beaucoup de richesse, ça permet d’avoir de bonnes informations, n’hésitez pas à nous les communiquer pour qu’on puisse relayer ou venez samedi pour partager ce que vous avez à dire ! »*
* *« Quand on est en vase clos à un moment ça n’avance plus, de voir tout le panel de compétences qu’il y a c’est intéressant et chapeau et merci au service public »*
* *« Ca fait du bien de voir des fonctionnaires engagés ! »*

Les agents ont ensuite été invités à réfléchir en sous-groupes aux messages clé qu’ils souhaitaient transmettre aux citoyens pour les interpeller sur des priorités ou des points de vigilance pour la suite de leurs travaux. Ces messages clé seront remis aux citoyens lors de leur session du 4 décembre 2021.

* Soyez ambitieux dans vos propositions, n’ayez pas peur de voir grand, d’imaginer de nouvelles choses avec des moyens financiers et humains conséquents ! Soyez exigeants car si vous ne l’êtes pas vous risquez de ne rien obtenir de concret de la part du politique. Nous en tant que qu’agents, nous n’avons pas toujours l’impression d’être écoutés, vous avez une marge de manœuvre plus grande en tant que citoyens car le politique est à votre écoute avec ce panel citoyen alors profitez-en !
* En tant qu’agents, nous sommes à votre service, à votre écoute pour vous aider. N’hésitez pas à oser nous poser des questions, à venir à notre rencontre sur le terrain. Nous voudrions savoir ce que vous attendez de nous en tant que service public, quels sont vos besoins pour faire la transition et comment l’administration peut y répondre.
* Au SPW nous avons un grand panel d’experts et de compétences, nous pouvons vous aider en tant qu’experts dans notre domaine pour vous fournir des informations.
* Vous êtes les plus aptes à apporter des actions globales et de long terme qui tiendront dans le temps, pour obtenir des actions qui débuteront maintenant et auront des vrais résultats de long terme, plus tard. Vos recommandations sont d’autant plus légitimes et pertinentes car elles sont basées sur votre vécu et vous en êtes les experts.
* Dans votre vie quotidienne et pour vos propositions n’oubliez pas d’observer la nature, la comprendre, l’imiter pour améliorer notre environnement.
* Pour chaque proposition, veillez à ce que ce que vous proposez soit abordable pour toutes et tous, pour que la transition ne creuse pas les écarts avec les plus précaires de la population. Pensez aussi garder des moyens humains, ne pas tout remplacer par des machines, nous avons besoin de contact.
* Dites-vous que si on ne peut pas tous avoir un pouvoir de décision, on a tous un pouvoir d’influence, on peut comme vous participer à influencer les décisions. Voyons-nous comme les nouveaux influenceurs de demain !
* Il est important d’éduquer et d’informer toute la population car tout le monde est concerné.
* Demandez des services de proximité qui vont permettre à la population de s’adapter à la transition à venir (par exemple plus de gares). Mais attention aux faux amis, par exemple centraliser tous les services dans une seule zone amène plus de déplacements (donc de la pollution) et moins de proximité.
* N’oubliez pas de prendre en compte la rénovation des écluses : améliorer les matériels, mettre des filets pour capter les déchets et améliorer la qualité de l’eau. Cela donnera aussi la possibilité de produire de l’énergie plus facilement et si l’eau est plus propre c’est également meilleur pour la biodiversité.

## **Messages des agents aux auteurs du Plan Air Climat Energie**

Dans un second temps, les agents ont été invités à réfléchir en sous-groupes à leurs envies, leurs attentes et leurs besoins concernant le PACE mais également à ce qu’il ne devrait pas être ou contenir.

**Un PACE idéal ce serait…**

Pour les participants, il est important que le Plan donne à voir la société de demain en 2030, crée un récit commun et défende une vision du bien-être et une vision anticipatrice à long terme, globale et cohérente, prenant en compte beaucoup d’expertises différentes. Si le PACE est ambitieux et se donne les moyens, cela permettrait d’être fiers du SPW et de son exemplarité. Plusieurs groupes ont souligné leur **crainte que le PACE ne produise que des demi-mesures qui ne produiront pas de changements structurels ou seront des taxations déguisées**, sans justification. Un groupe prend l’exemple de la PAC pour laquelle il n’y a eu *« que des discussions avec des pincettes mais pas de grandes actions concrètes ».*

Pour un groupe, pour avoir du pouvoir d’action, il est **important que le Plan ait un pouvoir légal** (type Déclaration de Politique Régionale).

Un point important à retenir est l’importance de **développer une vision transversale des enjeux climatiques entre les différents services**, permettre plus de collaboration entre services pour mutualiser les différentes compétences plutôt que de faire appel à des externes du service public. Pour être réussi, ce PACE doit donc infuser dans tous les services. Un groupe propose également d’être intégrés directement dans les études de faisabilité des mesures à mettre en œuvre et leur praticabilité sur le terrain.

*« Il faudrait que ce PACE soit la première ligne du contrat d’administration du SPW, que tout soit envisagé en fonction »*

**La transversalité des différents plans mis en place** est aussi importante à l’échelle du gouvernement wallon, avec une appropriation par les différents ministres concernés. Cette **cohérence globale** doit aussi se faire à l’échelle du pays entier et avec les pays voisins pour être alignés sur des objectifs communs et que les décisions soient donc plus faciles à prendre et rapidement mises en place.

La question de la **cohérence des marchés publics** et leur adéquation avec les enjeux climatiques (et un meilleur calcul de l’impact carbone) a également été notée dans plusieurs échanges.

Les participants sont attentifs à la **justice sociale** de ce Plan et alertent sur plusieurs dimensions : avoir autant d’attention pour les villes que les villages (qui sont souvent oubliés), favoriser les projets locaux, concilier le social et l’environnemental pour que les mesures prises ne creusent pas l’écart avec les populations précaires. Un groupe insiste sur l’importance de mener une **politique fiscale courageuse** qui tient compte du fait que les plus précaires émettent moins de CO2, qui fait attention à la provenance de l’argent, d’où il vient et à qui il va, dans une **perspective de logique redistributive**.

Deux groupes sont également attentifs à l’impact des mesures du PACE et à leur suivi et souhaiteraient avoir **des étapes intermédiaires pour évaluer la progression** (et s’en réjouir !) ainsi qu’une évaluation finale.

Enfin, la forme du PACE a aussi été mise en avant afin de **le rendre pédagogique et surtout positif et non moralisateur ou angoissant**. *« A force de voir des photos d’ours polaires faméliques sur la banquise, le discours est dilué et plus personne ne l’écoute »* Pour éviter un document illisible et dont personne ne se saisira, les participants recommandent une vulgarisation du PACE utilisant notamment des contenus graphiques, des dessins, des sketchnotes (comme ceux par Stéphanie Lefèvre pour illustrer les journées du panel, que bon nombre de participants ont jugé très utiles et clairs).

## Annexe 1 – Questions réponse avec le Ministre Philippe Henry

* **Question/remarque** : Cette évolution vers un nouveau monde passe par une évolution de celles et ceux qui le composent, dont les fonctionnaires. Aujourd’hui, les fonctionnaires sont le « bras armé » du gouvernement, qui peut agir et donner vie aux projets. Ce qui nous habite en tant que fonctionnaires c’est le constat qu’aujourd’hui nous savons ce que nous avons à faire, le chemin qui nous reste à faire et il nous faut des actions concrètes. On parle beaucoup, on se donne des objectifs mais nous avons besoin d’actions portées par des moyens financiers et humains conséquents. Nous avons besoin de dégager ces moyens pour une transition énergétique, écologique, sociétale, du bien-être de l’être vivant. Nous sommes des fonctionnaires en quête de sens et avons besoin de voir et comprendre que le gouvernement met des actions en place pour ces transitions.

**Réponse du Ministre Henry** : Nous n’avions jamais autant investi, surtout depuis le plan de relance dans la transition. Le plan de relance de la Wallonie qui a été ajusté après les inondations. Ce plan résulte de plusieurs composantes : l’accord de gouvernement (qui créait le principe d’un plan détransition, basé sur la société bas carbone, l’isolation des bâtiments, le développement du renouvelable, etc) ainsi que le plan de relance européen. Le gouvernement wallon a encore augmenté le budget consacré à la transition avec Get Up Wallonia pour avoir in fine un seul plan de relance wallon de 7 milliards et demi. Une grosse partie des budgets du plan est prévue pour créer des transports publics, développer la mobilité cyclable, isoler les bâtiments, … Il n’y a jamais eu autant de budget pour cela, les outils sont en train de se mettre en place, nous augmentons aussi les ressources humaines. Nous arrivons dans la phase de concrétisation, d’ici avril/mai il y a l’élaboration du plan d’action de la Wallonie d’ici 2030 qui s’inscrit dans l’objectif de la neutralité carbone 2050 (qui est aussi l’objectif européen). Le problème c’est qu’il ne faut pas attendre 2049 pour y arriver, il faut faire une grosse partie d’ici 2030 et que cela se traduise dans des actions précises.

* **Question :** Comment inciter le plus de citoyens à adopter des gestes immédiats et quotidiens pour la transition ?

Nous avons le sentiment qu’aujourd’hui, face aux changements climatiques, les gouvernements prennent des mesurettes qui ne sont pas à la hauteur. Pourquoi ne pas taxer plus les énergies fossiles pour forcer les changements ?

**Réponse du Ministre Henry** : Sur les gestes quotidiens, nous pouvons bien sûr tous contribuer à l’action pour la transition, avec des impacts variables. Il est important que bon nombre de personnes comprennent l’urgence d’agir et contribuer à ce qui peut être fait.

Sur les décisions du gouvernement, c’est aussi le résultat d’une décision entre des partis qui doivent se mettre d’accord et décider. Il faut arriver à une décision d’une majorité de représentants politiques qui prend en compte les attentes des uns et des autres qui sont variables.

Sur les taxes d’énergie fossiles, je rappelle que c’est la première fois qu’à la COP on dit que l’objectif est de sortir du fossile. D’un autre côté, la semaine prochaine il y aura une manifestation syndicale car l’énergie est trop chère. Attention à la transition juste. Le gouvernement essaye toujours de mettre en place des actions qui ne punissent pas les citoyens sans créer une offre alternative au même prix. Par exemple pour les déplacements il est important que les personnes puissent choisir de se déplacer autrement qu’en voiture, avec d’autres options de mobilité et il est important pour ne pas faire les choses brutalement. C’est là que les pouvoirs publics ont toute leur place en accompagnant les citoyens dans cette transition.

* **Question :** Les primes (notamment à la rénovation) sont très difficiles administrativement à avoir, il y a une lourdeur administrative énorme, il faut faire un audit de sa maison, etc. Pour ma part j’ai même dû renoncer aux primes tellement c’était compliqué, c’est l’administration dans toute sa splendeur. Comment ne laisser personne de côté ?

**Réponse du Ministre Henry** : Nous nous efforçons de faire en sorte que ce soit juste, mais cela devient vite compliqué d’accès effectivement. En ce qui concerne les primes, il a été prévu d’avoir une prime simplifiée pour l’isolation des toitures ou petits travaux pour ne plus pouvoir faire demi-tour. On a dû refaire un autre système, par exemple en donnant des subsides aux communes pour développer des pistes cyclables et pour rendre cela beaucoup plus accessible pour toutes et tous. Nous n’avons pas le choix de mettre en place une transition qui soit juste et ne laisse personne au bord du chemin. Pour atteindre les objectifs que nous devons atteindre, toute la société doit s’y mettre et on doit faire en sorte que les services de base soient accessibles pour tous mais qu’on puisse aussi changer ses habitudes et faire la transition.

* **Question :** Quelles sont les priorités ? Il y a aujourd’hui beaucoup d’infrastructures qu’il faut simplement réparer, réhabiliter. Par exemple les écluses qui sont très précaires car non rénovées, les barrages non réparés, etc. Et en même temps nous continuons à utiliser des bateaux à énergie fossile.

Cette transition va couter des milliards, comment la financer ? Aller chercher cet argent dans la poche du contribuable ou le chercher ailleurs, taxer celui qui produit à partir de l’énergie fossile ? Taxer provoquera des changements chez les consommateurs car une fois que le prix aura augmenté ils seront obligés de suivre le mouvement et de changer leurs comportements.

**Réponse du Ministre Henry** : Les infrastructures fluviales sont des très gros travaux de longue durée. On parle aujourd’hui d’avoir plus de marchandises qui circulent par les voies d’eau ce qui veut dire permettre des bateaux plus hauts. Ce sont travaux de longue haleine qui s’inscrivent dans cet objectif.

Il y a un système de crédits carbone qui se répercutent sur le producteur, à l’échelle européenne, l’industriel diminue chaque année pour arriver à la neutralité en 2050.

Il y a également les projets d’éoliennes offshore qui sont énormes en Belgique, nous sommes la cinquième production au monde en éolien offshore et nous voulons multiplier l’objectif par 3. Nous avons un potentiel de diminution de notre consommation d’ici 2050 pour passer à de l’énergie uniquement renouvelable avec peut-être des importations partielles, des endroits où il y a plus ou moins de facilités mais c’est tout à fait atteignable. En ce qui concerne les bateaux il y a des recherches en cours pour passer à l’électrique, qu’ils soient pilotés à distance. Mais la technologie n’aura pas toutes les réponses, il faut qu’on change nos habitudes, nos comportements.

* **Question :** Quelle est la part des mesures d’anticipation et de mesures dans le temps long dans le PACE ?

**Réponse du Ministre Henry** : Nous avons un travail d’étude en cours pour intégrer les nouveaux risques sur les plans technologiques, les sécheresses, etc. Mais c’est compliqué car c’est une approche nouvelle qui demande beaucoup de précautions. Au-delà de la reconstruction il y a une étude pour analyser l’ensemble des politiques d’adaptation de la Région, comment anticiper le plus possible pour éviter certaines choses, se protéger, ou se préparer à les vivre le mieux possible.

Dans le PACE, il y a une partie adaptation car depuis toujours, les décisions climatiques portent à la fois sur la mitigation et l’adaptation mais l’adaptation en Belgique n’est pas le sujet central. Cela devient beaucoup plus clair pour tout le monde et ce sera encore renforcé dans le PACE. Même en dehors des phénomènes extrêmes, on doit se préparer à ce qu’il va se passer dans les années à venir. Evidemment, nous devons continuer ce qu’on fait mais nous aurions dû commencer il y a 20 ans.